



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de l'hôpital public

Question au Gouvernement n° 870

Texte de la question

SITUATION DE L'HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat, pour le groupe La France insoumise.

Mme Caroline Fiat. Madame la ministre de la santé, une manifestation appelée « Marée blanche » a réuni hier à Paris plus de 600 professionnels pour dénoncer les conditions de travail et le manque de moyens à l'hôpital public.

Parlons-en, du manque de moyens, alors que le rapport publié par Oxfam sur le CAC 40 a mis en lumière le fait que les entreprises françaises ont reversé près de 67 % de leurs bénéfices à leurs actionnaires ; alors que la fraude et l'évasion fiscale dépassent les 60 milliards d'euros ; alors que cette année, 1,6 milliard d'euros d'économies sont demandés aux établissements de santé, et que nous venons de prendre connaissance d'une note par laquelle vous leur demandez de réaliser encore 960 millions d'euros d'économies ; enfin, alors que notre Président de la République nous informe, depuis les États-Unis, de la fin de l'*exit tax*, qui représente une perte de 850 millions d'euros pour les finances publiques.

M. Jean-Luc Mélenchon. C'est une honte !

Mme Caroline Fiat. Ce même Président expliquait pourtant sans sourciller il y a quelques dizaines de jours à une soignante du CHU de Rouen : « Il n'y a pas d'argent magique. » Nous dirons plutôt que la magie opère plus pour certains que pour d'autres !

En attendant, notre système de santé, porté par les choix éclairés des différents plans santé, se classe seulement au quinzième rang mondial. Le dernier plan pour l'hôpital, baptisé « Stratégie de transformation du système de santé », reste dans la logique de l'hôpital-entreprise.

Il est urgent d'entendre et de respecter les soignants et les patients, en mettant un terme à l'austérité dans la gestion des structures de santé, afin de stopper la maltraitance institutionnelle. Il est désormais nécessaire de rendre à l'hôpital sa dignité : l'hôpital doit rester un lieu où l'on soigne l'humain, pas la finance !

(Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe GDR. – M. Serge Letchimy applaudit.)

Madame la ministre, une fois encore, quels moyens concrets entendez-vous mettre en œuvre, sans tout miser sur la télémédecine, pour redonner à l'hôpital sa fierté de grand service public, garant de l'intérêt général ?
(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la santé.

Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé. Madame la députée, vous m'interpellez sur les moyens de l'hôpital. Nous avons le même désir que vous : maintenir une fonction publique hospitalière et un service public hospitalier de qualité, à la hauteur des attentes des Français. C'est notre bien commun : la Sécurité sociale en général et les services publics de santé sont consubstantiels à l'identité française. Il est donc important de redonner confiance et espoir à l'hôpital public.

Contrairement à ce que vous dites, il n'y a pas de réduction des moyens, mais une augmentation. L'objectif national de dépenses d'assurance maladie – ONDAM – que le Parlement a voté dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale – PLFSS – est le plus important depuis quatre ans, notamment pour les hôpitaux publics. Le taux d'augmentation de l'ensemble de l'ONDAM est de 2,3 % ; il est de 2,2 % pour ce qui concerne les hôpitaux. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. Eh bien, ça ne se voit pas !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Cela représente une augmentation de 1,5 milliard d'euros pour cette année, et de 3,6 milliards d'euros pour les trois années qui viennent. Il n'y a donc pas d'économies sur l'hôpital. Du reste, la fonction publique hospitalière ne cesse de progresser : ses effectifs augmentent régulièrement de 1,5 % par an depuis des dizaines d'années.

M. Pierre Cordier. Vraiment, ça ne se voit pas !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Nous voulons réorganiser l'hôpital, notamment en ce qui concerne les ressources humaines, pour redonner de l'espoir aux soignants.

M. Sébastien Jumel. Ce n'est pas vraiment ainsi que vos réformes sont perçues sur le terrain !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Notre objectif est de rendre confiance aux Français dans cet outil qu'est l'hôpital public...

M. Pierre Cordier. Il y a du boulot !

Mme Agnès Buzyn, ministre. ...et de redonner du sens et de l'humanité aux missions des soignants. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 870

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 mai 2018](#)